

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

---

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008  
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0850109M*  
IDCC : *2614*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin, représentant :

- la fédération départementale des travaux publics et de la construction TP 19 ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction TP 23 ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction TP 87 ;
- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière SPRIR ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique SERCE ;
- la délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de canalisateurs de France,

D'une part, et

La CFTC ;  
La CFDT ;  
Le syndicat FO ;  
La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup>

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les valeurs des minima annuels des positions de la classification des ETAM des travaux publics figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM ANNUEL base 35 heures
Employés	
A	16 621
B	17 541
C	19 553
D	20 705
Techniciens, agents de maîtrise	
E	22 551
F	24 955
G	28 158
H	29 189
Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.	

Le barème, établi sur la base des 35 heures, n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

### Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

F : 28 698 € ;

G : 32 382 € ;

H : 33 567 €.

### Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Limoges.

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

#### **Article 5**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Limoges, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)